

Redevabilité Féministe

Révéler l'impact du Forum Génération
Égalité sur les Mouvements Féministes



Introduction

En 2021, le Forum Génération Égalité [GEF] a établi un parcours de cinq ans pour générer des avancées irréversibles vers l'égalité des genres, en faisant état de 40 milliards de dollars d'engagements financiers de la part des gouvernements, du secteur privé, des institutions financières internationales, de la philanthropie, des organisations dirigées par des jeunes et de la société civile. Ces fonds sont absolument nécessaires car, historiquement, seulement 1,9 % de l'ensemble des fonds destinés à l'égalité entre les genres sont attribués aux femmes et aux filles. L'accès au financement est encore plus difficile pour les personnes ayant d'autres identités marginalisées : Par exemple, le montant des fonds distribués aux mouvements sociaux féministes noirs représente moins de la moitié de 1 % de l'ensemble des dons des fondations.¹

Ces chiffres doivent changer, et rapidement, si l'on veut réaliser des progrès significatifs en matière de justice sociale, raciale et de genre.

En réponse au GEF, notre groupe de 25 organisations féministes et un comité directeur de 6 membres ont élaboré le cadre de redevabilité féministe pour centrer les groupes de base et les communautés historiquement marginalisées du Sud - en particulier les Noires, les autochtones et les personnes de couleur [BIPOC], les personnes handicapées, les jeunes, les adolescents et les adolescentes, ainsi que les personnes transgenres et non conformes au genre - afin d'identifier et de suivre les besoins et les lacunes en matière d'engagement. Fondé sur des principes féministes intersectionnels, notre mécanisme de redevabilité, lancé en mars 2023, est dirigé par certaines des communautés les plus touchées par l'inégalité entre les genres et les mieux placées pour apporter des solutions et favoriser le changement. Le FAF vise à responsabiliser les parties prenantes du GEF et à faire en sorte que les engagements se traduisent par des progrès significatifs et mesurables.

Au cours du processus initial de co-conception du cadre, nous avons constaté deux principaux obstacles² à la redevabilité dans le système du GEF: un manque de

transparence et d'accessibilité des données, et un fossé important entre les engagements actuels du GEF et les besoins et priorités des organisations et actrices féministes. Pour recueillir davantage d'informations, nos partenaires ont sélectionné huit pays pilotes afin de déterminer si les engagements portent sur des questions urgentes et pertinentes, s'il existe des écarts entre les besoins et les engagements et si nous avons besoin d'autres formes de données pour évaluer l'impact du GEF.

Le GEF a éveillé l'espoir à travers le monde entier. L'ampleur même des engagements, associée à nos normes ambitieuses en matière de redevabilité, qui ont pour but d'encourager les mouvements de base, pourrait permettre de réécrire les règles du jeu en ce qui concerne l'implication réelle de toutes les parties prenantes dans un mouvement mondial en faveur de l'égalité entre les genres. Alors que le GEF arrive à mi-parcours en septembre 2023 pour évaluer les progrès des engagements à l'échelle mondiale, nous proposons ce rapport pour partager les perspectives régionales provenant de plus de 700 organisations féministes sur l'impact des engagements du GEF.

¹ Black Feminist Fund. Où se trouve l'argent pour les mouvements féministes noirs ? <https://www.fundblackfeminists.org/where-is-the-money-for-black-feminist-movements>

² Cadre de redevabilité féministe : <https://www.globalfundforwomen.org/feminist-accountability-generation-equality-forum>

³ Cadre de redevabilité féministe : <https://www.globalfundforwomen.org/feminist-accountability-generation-equality-forum/>

Constataions

Cette note présente les résultats nationaux et les commentaires des organisations féministes sur l'impact des financements du GEF et sur les défis actuels du GEF en matière de transparence des données et de responsabilité.

Nos partenaires féministes et nos mandantes rencontrent les mêmes difficultés et expriment les mêmes besoins dans les trois régions où nous avons organisé des consultations :

1. Les groupes communautaires ont besoin d'un financement de base, flexible et à long terme pour réaliser l'agenda et les engagements du GEF.
2. Les engagements doivent être traduits dans les langues et priorités nationales et locales afin d'atteindre les actrices communautaires.
3. Il faut donner la priorité au financement d'actions plus modestes et locales en faveur de l'égalité entre les genres, menées par des mouvements et des défenseuses au niveau communautaire.
4. Le GEF et ses propres coalitions doivent faire davantage pour élargir leurs réseaux et atteindre davantage de parties prenantes.
5. Les groupes locaux ont besoin de renseignements clairs de la part des pren-eur-euse-s d'engagements au niveau mondial et national pour suivre leurs progrès.
6. Les pren-eur-euse-s d'engagements à tous les niveaux doivent faire davantage pour communiquer et s'engager avec les communautés et les mouvements communautaires dans la prise de décision sur la manière de distribuer les fonds.
7. Le GEF doit faire davantage pour s'assurer que ses propres systèmes de suivi des engagements et d'établissement de rapports sont clairs et accessibles pour celles qui travaillent sur le terrain.
8. Le GEF et le système de gouvernance internationale doivent faire davantage pour se responsabiliser et responsabiliser les pren-eur-euse-s d'engagements au niveau mondial et national qui s'engagent à rendre compte de leurs progrès.
9. Les coalitions d'action et les autres structures du GEF doivent participer aux dialogues ouverts et rendre compte aux pren-eur-euse-s d'engagements et à toutes les parties prenantes de la même manière que la société civile est censée rendre compte aux pren-eur-euse-s d'engagements.

En outre, les participantes ont fait part de leurs frustrations de longue date concernant les obstacles à leur participation au GEF et aux processus de suivi, notamment la nécessité de dépendre des technologies de l'information et de la communication, l'accès en ligne et le fait que l'information n'est fournie qu'en anglais.

Il s'agit d'un parcours d'apprentissage pour chacun d'entre nous, avec la possibilité de développer et d'ajuster au fur et à mesure que nous recevons des commentaires de différentes mandantes et que nous poursuivons notre propre parcours de redevabilité.

Processus et participantes

Dans cette phase initiale du FAF, qui commence en mars 2023 et se termine en mars 2024, nos principaux objectifs sont de rendre les données du GEF plus accessibles à nos partenaires et à nos mandantes et d'identifier et de suivre les indicateurs pertinents qui sont importants pour les organisations et les actrices féministes. Dans un premier temps, nous avons examiné les données globales du GEF afin de fournir des résumés et des détails nationaux et régionaux à nos partenaires. Nous avons ensuite mobilisé plus de 700 organisations féministes et activistes lors de 19 consultations en personne et virtuelles dans huit pays pilotes : Brésil, Guatemala, Kenya, Burkina Faso, Cambodge, Inde, Népal et Fidji. Grâce à une approche multi-méthodes comprenant une série de réunions en personne et en ligne, appelées consultations, ainsi qu'une enquête en ligne, nous avons partagé nos données et obtenu un retour d'information crucial de la part des membres de la communauté concernant le GEF et ses engagements.

Les huit pays pilotes ont été sélectionnés pour représenter les trois régions sur la base des critères suivants :

- Opportunités politiques (changements de gouvernement, progrès sociaux)
- Accès aux partenaires via les groupes de membres du FAF
- Représentation géographique
- Un mélange de valeurs globales et de nombres d'engagements

Toutes les partenaires ont également recueilli des informations sur l'impact des engagements du GEF au niveau national. Il s'agissait notamment de déterminer si les engagements correspondaient aux besoins et aux priorités des organisations féministes, d'identifier les indicateurs d'impact les plus significatifs et d'explorer les possibilités de plaider avec les preneur-euse-s d'engagements.

QUI A ÉTÉ ENGAGÉ ?

Consultations : Les partenaires se sont engagées avec plus de 700 activistes et organisations à travers 10 consultations virtuelles et 9 consultations en personne réparties entre le Cambodge, l'Inde, le Népal, le Burkina Faso, le Kenya, le Brésil et le Guatemala. Ces consultations basées sur le dialogue

visaient à déterminer dans quelle mesure le GEF est aligné sur les besoins des mouvements féministes au niveau national. Les données d'enquête de la région Asie-Pacifique indiquent une ambivalence dominante quant à l'alignement entre le nombre et la valeur des engagements pris et les besoins réels basés sur les réalités vécues.

Enquête : Au total, 678 personnes ont participé à une enquête multilingue en ligne menée dans sept des huit pays pilotes, en répondant à une série de 50 questions. Parmi ces répondantes, 304 venaient de la région Asie-Pacifique, 117 d'Afrique et 257 d'Amérique latine. Les répondantes à l'enquête étaient réparties entre les priorités reflétées par les coalitions d'action du GEF, et nombre d'entre elles se sont concentrées sur la violence basée sur le genre, la santé et les droits sexuels et reproductifs, le renforcement du leadership féministe, ainsi que l'éducation et le développement des compétences.

Note sur la terminologie

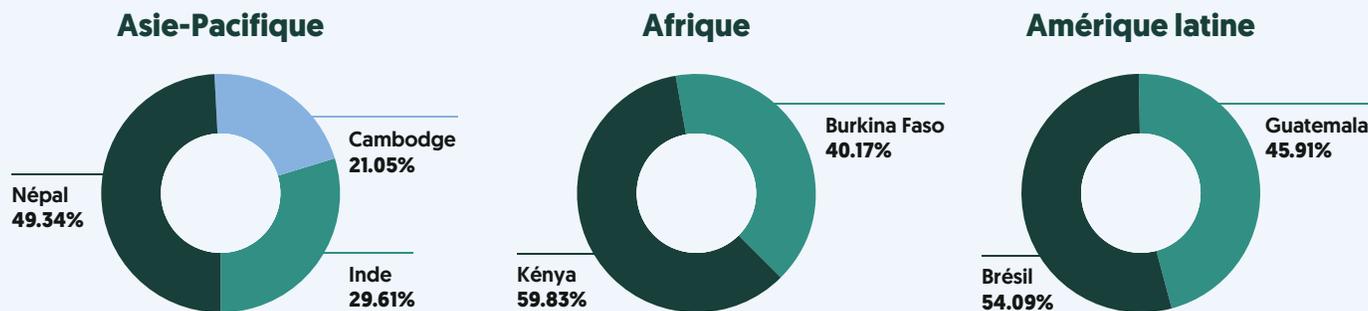
Dans un souci d'accessibilité, nous nous sommes efforcées d'utiliser un langage clair tout au long de ce document et de réduire au minimum le jargon, le langage technique et les acronymes. Toutefois, certains termes sont inévitables. Voici une courte liste d'acronymes pour aider les lecteurs à s'y retrouver dans certains des concepts présentés dans ce dossier.

- Noires, autochtones et personnes de couleur (BIPOC)
- Organisation de la société civile (CSO)/Organisation non gouvernementale (NGO)
- Cadre de redevabilité féministe (FAF)
- Violence basée sur le genre (GBV)
- Forum Génération Égalité (GEF)
- lesbiennes, gays, bisexuels, trans, queers, intersexués, asexuels (LGBTQIA+)
- Santé et droits sexuels et reproductifs (SRHR)
- Objectifs de développement durable (SDG)

Ce document a été traduit en français, en espagnol et en portugais. Pour plus d'informations sur ce travail, nous vous invitons à lire le [cadre de redevabilité féministe](#).

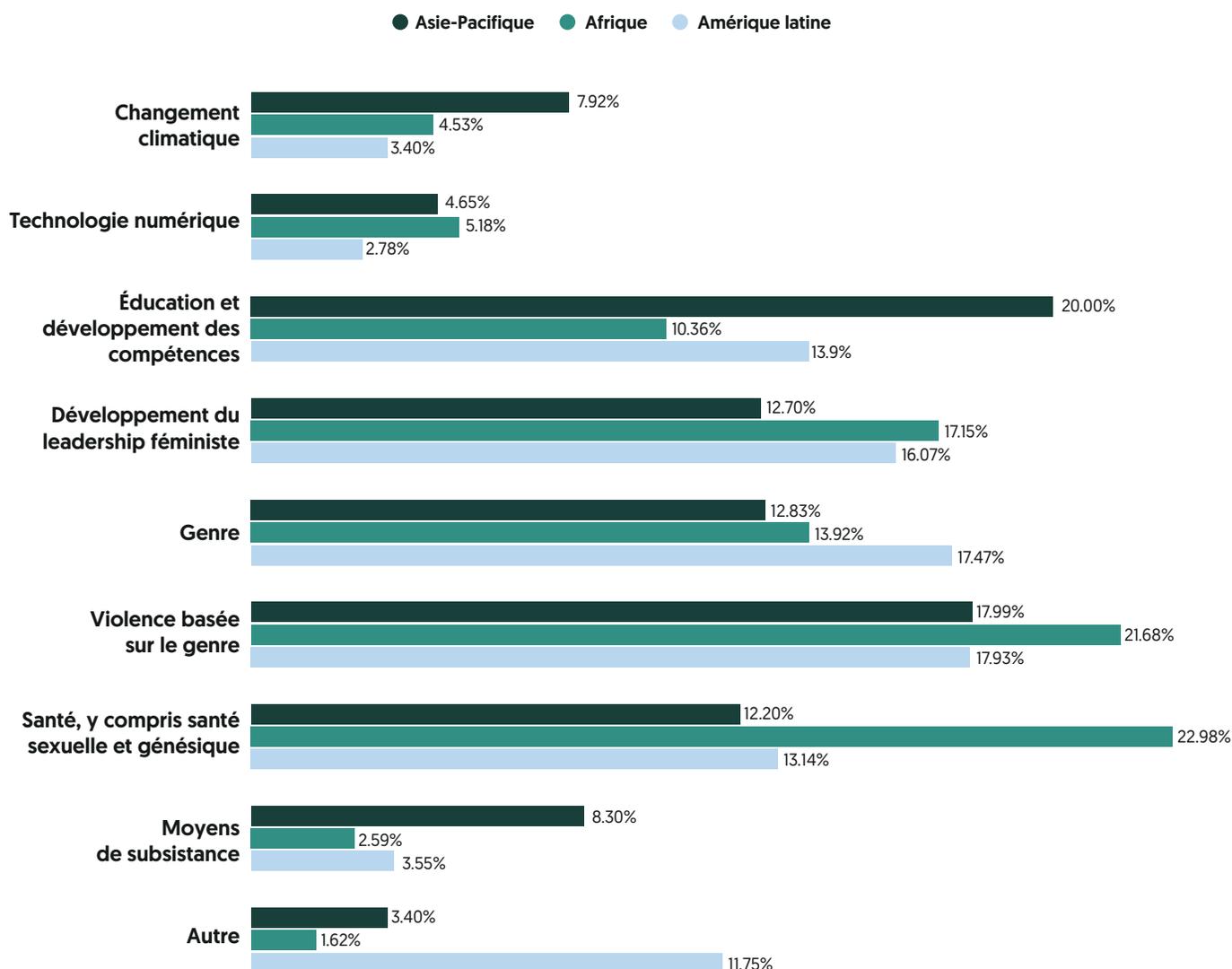
Données de l'Enquête sur la Structure de la Redevabilité Féministe

Répondantes par pays regroupées par région (en %)



Données de l'Enquête sur la Structure de la Redevabilité Féministe

Répondantes par domaines de travail prioritaires (en %)



Note : Les répondantes pouvaient ne choisir aucune option ou choisir plus d'une option. Par conséquent, la somme des pourcentages peut être supérieure ou inférieure à 100 %.

Pour garantir l'inclusion, toutes les consultations ont été menées dans les langues dans lesquelles les participantes se sentaient le plus à l'aise, et l'enquête était disponible en anglais, en espagnol, en portugais, en français, en népalais, en hindi et en khmer. Les partenaires de l'initiative « Redevabilité Féministe » sont situées dans les pays pilotes et disposent de réseaux bien établis dans ces pays. Leur connaissance approfondie du contexte local a renforcé l'authenticité des données recueillies.

QUEL ÉTAIT LE CONTENU DE L'ENQUÊTE ?

L'objectif de l'enquête sur la redevabilité féministe est d'évaluer si les ressources engagées par le GEF atteignent les mouvements féministes sur le terrain.

Nous avons entrepris trois démarches stratégiques pour lancer notre processus d'analyse³ : 1) analyse des données du GEF; 2) comparaison et mise en contexte de ces données avec d'autres engagements individuels et multifinanciers sur l'égalité des genres, hors GEF ; et 3) synthèse et cartographie de nos résultats ainsi que des recherches connexes de nos pairs et alliés.

En utilisant les données brutes officielles du tableau de bord des engagements du GEF,⁴ nous n'avons pas été en mesure de reproduire les descriptions fournies, telles que les 40 milliards de dollars US d'engagements totaux. Au lieu de cela, nous avons découvert des engagements en double dans les coalitions d'action, des degrés d'information variables ou des informations manquantes dans les engagements, et des applications différentes des cadres de codage des engagements. Il n'a pas été possible, au niveau du pays ou de la coalition d'action, d'évaluer précisément quels engagements allaient où, quels fonds et quelles ressources étaient spécifiquement engagés, si le montant total indiqué représentait de l'argent précédemment promis ou de nouvelles promesses, ou si cet argent était réellement en mouvement (en cours de distribution).

Ce problème a été aggravé par le grand nombre d'engagements répertoriés comme « mondiaux », même dans l'ensemble de données actualisé publié en septembre⁵ 2022.

4 Notre analyse d'août 2022 s'est concentrée sur les preneur-euse-s d'engagements gouvernementaux et philanthropiques qui ont pris des engagements incluant une valeur financière. Nous avons sélectionné ce sous-ensemble car il présente la valeur financière la plus élevée de tous les types de preneur-euse-s d'engagements. À cause des doublons, nous avons analysé 195 engagements au total. Bien qu'il s'agisse d'une version antérieure des données, les mises à jour de septembre 2022 ont révélé des tendances similaires. Nous utilisons des recherches connexes pour les décrire.

5 L'enquête spécifique menée par WeProsper sur les engagements des coalitions d'action pour la justice et les droits économiques a révélé que 42 % étaient répertoriés comme étant mondiaux : <https://www.icrw.org/wp-content/uploads/2022/12/WeProsper-Brief-Analyzing-Global-GEF-Commitments-and-Progress-towards-Economic-Justice-and-Rights.pdf>

6 Calcul du Global Fund for Women à partir du tableau de bord du Forum Génération Égalité : <https://dashboard.commitments.generationequality.org>

Toutes ces lacunes en matière d'information constituent un obstacle majeur pour ceux qui cherchent à responsabiliser les preneur-euse-s d'engagements. Tout aussi important, elles empêchent les preneur-euse-s d'engagements de prendre des décisions éclairées quant à la meilleure utilisation de leurs ressources.

Notre enquête a fourni les détails de notre analyse de données (voir annexe) sur les engagements pris envers les pays pilotes, classés selon a) le montant du financement alloué à chaque coalition d'action ; b) le nombre d'engagements pris par les différents groupes de preneur-euse-s d'engagements pour chaque coalition d'action. En mettant l'accent sur la transparence et l'accessibilité des données, nous avons inclus les 562 engagements⁶ rapportés par 446 preneur-euse-s d'engagements dans huit pays pilotes. En outre, 583 engagements au total dans l'ensemble des données mondiales officielles du GEF sont répertoriés avec le pays de mise en œuvre comme « mondial », ce qui signifie que ces engagements ne sont pas attribués à un pays en particulier et n'ont pas été pris en compte dans notre analyse.

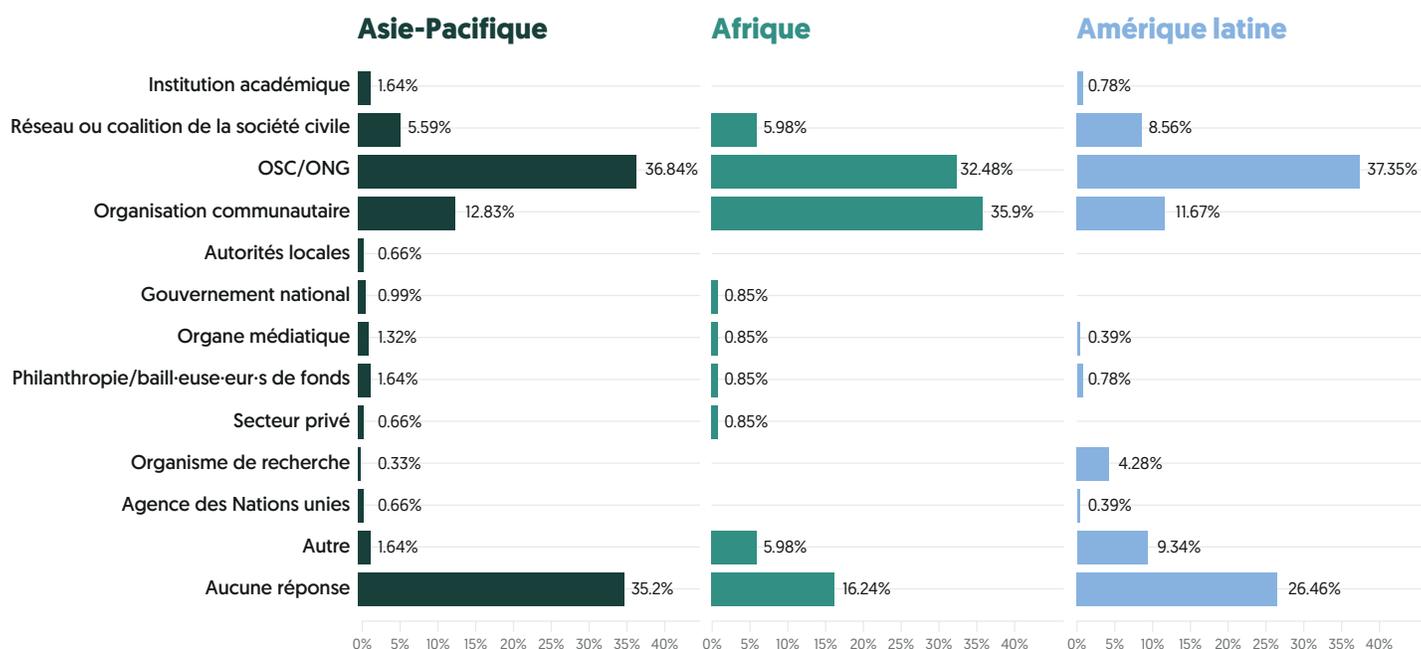
QUI A RÉPONDU À L'ENQUÊTE ?

Dans trois régions différentes, les personnes interrogées provenaient principalement de la société civile, notamment d'organisations de la société civile (CSO), d'organisations non gouvernementales (NGO), d'organisations communautaires et de réseaux ou de coalitions. Les personnes interrogées travaillent principalement avec des femmes, des jeunes et des adolescentes, mais beaucoup d'entre elles travaillent également avec des groupes historiquement marginalisés :

- En Asie-Pacifique, nous avons entendu des défenseuses travaillant avec les LGBTQIA+ (8,1 %) et les castes marginalisées (5,9 %).
- En Afrique, nos partenaires travaillent avec des groupes LGBTQIA+ (9,5 %), des travailleuses du sexe (8,2 %), des personnes handicapées (6,5 %) et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (5,4 %).
- En Amérique latine, nous avons entendu des féministes travaillant avec des femmes et des filles noires (11,6 %), des LGBTQIA+ (11,4 %), des minorités raciales et ethniques (11,2 %) et des peuples indigènes (6,6 %).

Données de l'Enquête sur la Structure de la Redevabilité Féministe

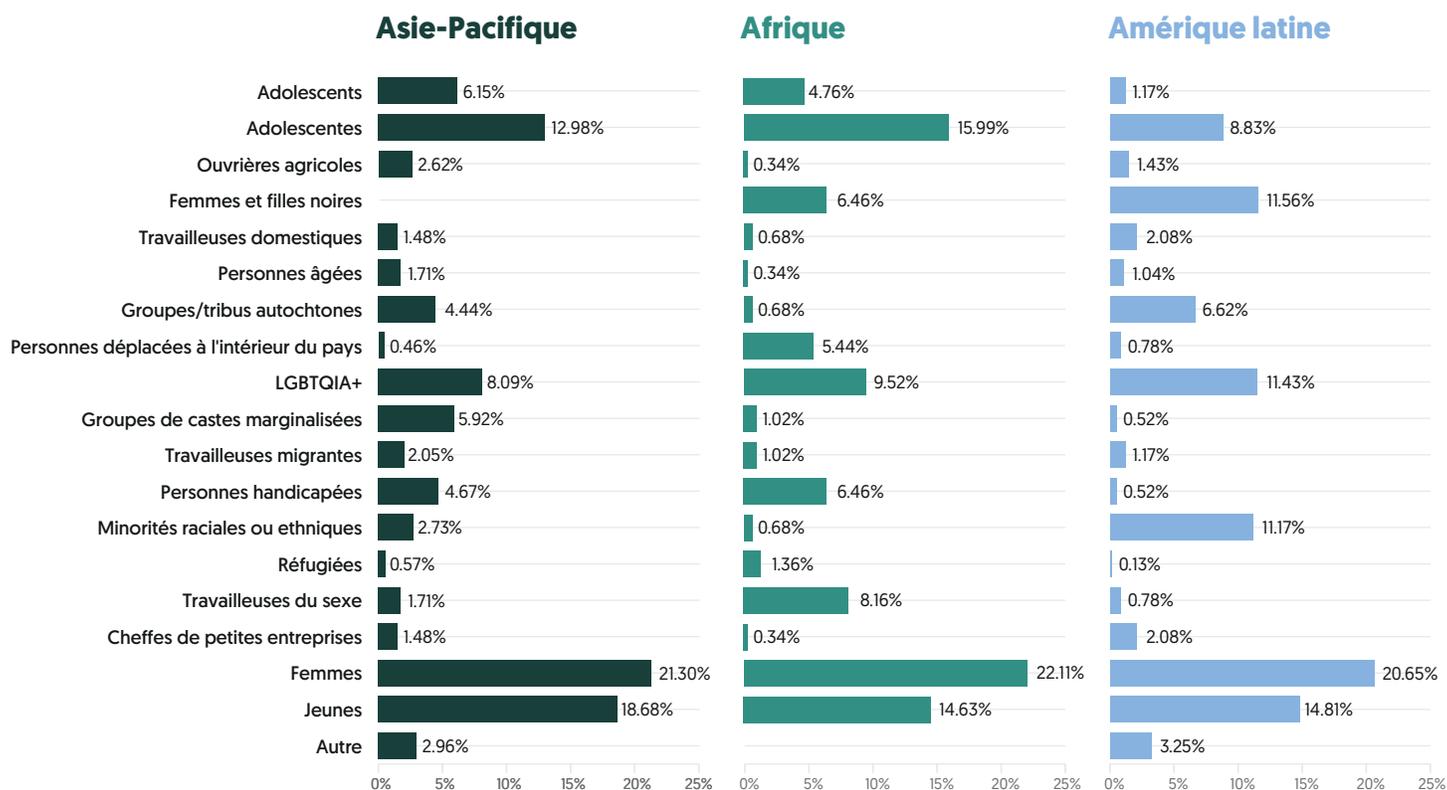
Répondantes par type d'organisation (en %)



Note : Les répondantes pouvaient ne choisir aucune option ou choisir plus d'une option. Par conséquent, la somme des pourcentages peut être supérieure ou inférieure à 100 %.

Données de l'Enquête sur la Structure de la Redevabilité Féministe

Répondantes par communautés avec ou pour lesquelles elles travaillent (en %)

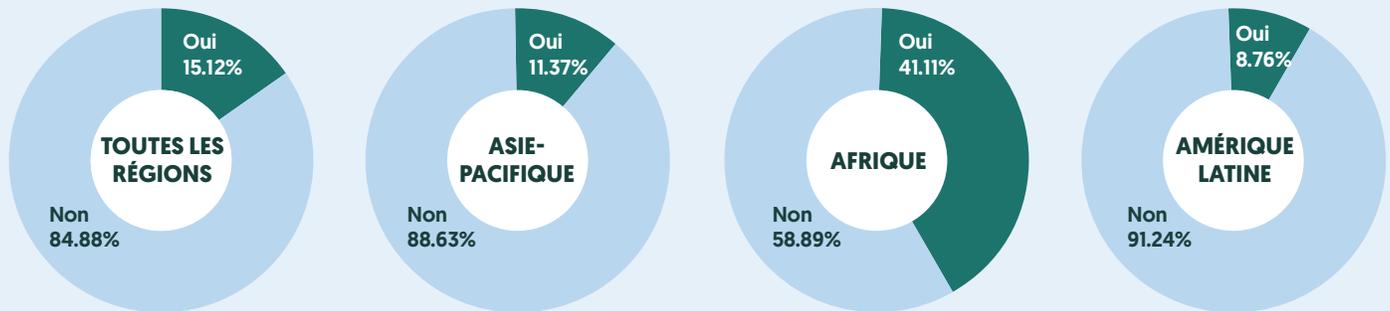


Note : Les répondantes pouvaient ne choisir aucune option ou choisir plus d'une option. Par conséquent, la somme des pourcentages peut être supérieure ou inférieure à 100 %.

Données de l'Enquête sur la Structure de la Redevabilité Féministe

Répondantes regroupées par région (en %)

Avez-vous participé au Forum Génération Égalité (GEF) ?

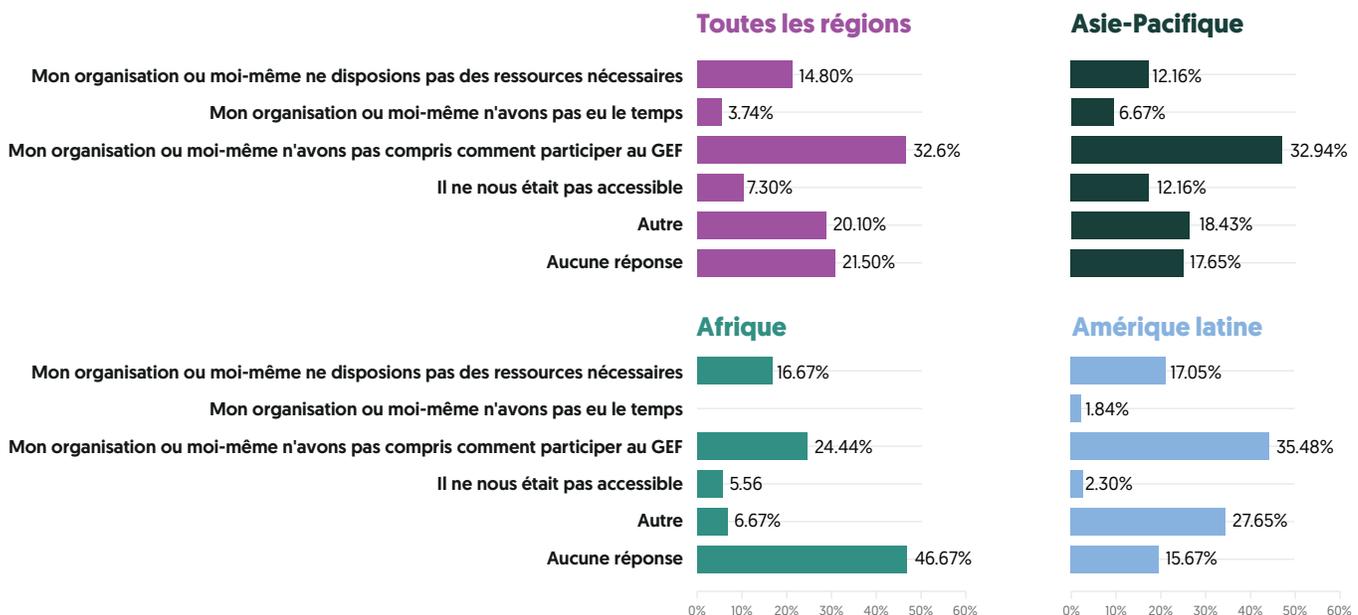


Dans l'ensemble, 15,1 % des personnes interrogées ont participé au GEF. Parmi ceux qui ont eu accès au GEF, 8,5 % ont participé à des événements ou à des réunions au niveau régional ou national, 3,06 % ont participé à des événements ou à des réunions au niveau mondial, 2,72 % ont dirigé des coalitions d'action et 2,38 % ont pris des engagements à l'égard du GEF. Parmi celles qui n'ont pas participé au GEF, la majorité des répondantes [32,60 %] ont indiqué qu'elles ne savaient pas comment participer ou qu'elles ne comprenaient pas le processus.

Données de l'Enquête sur la Structure de la Redevabilité Féministe

Réponses regroupées par région (en %)

Pourquoi vous ou votre organisation n'avez pas pu participer au Forum Génération Égalité (GEF) ?

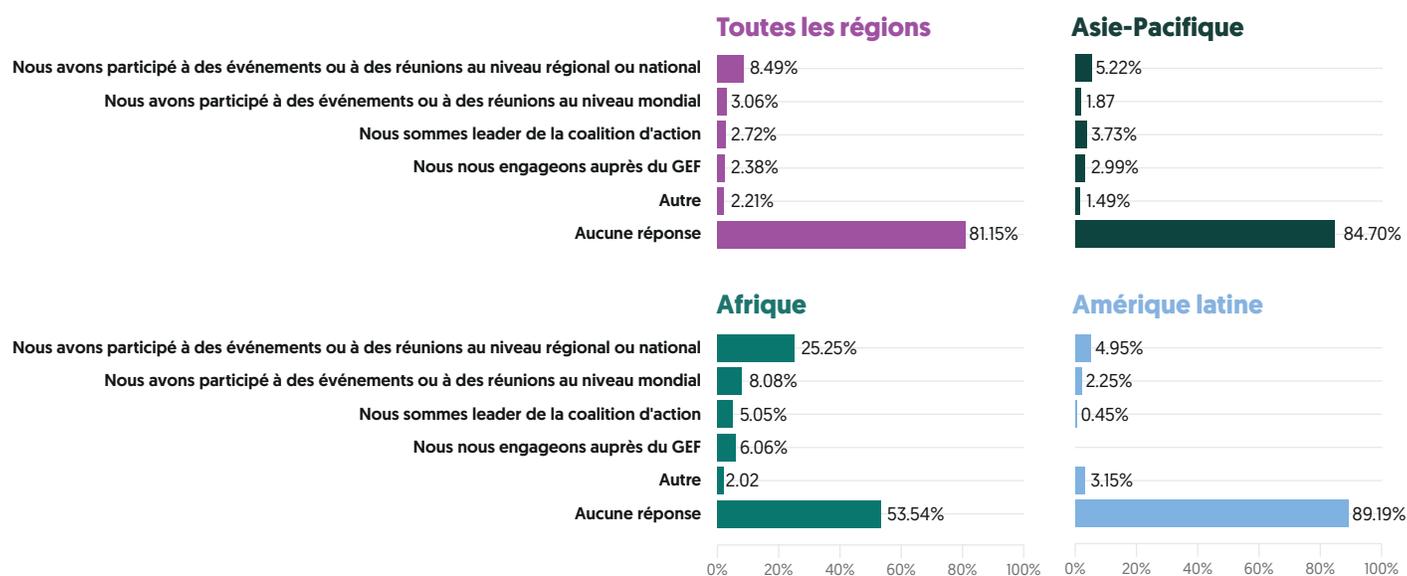


Note : Les répondantes pouvaient choisir jusqu'à deux options. Par conséquent, la somme des pourcentages peut être supérieure ou inférieure à 100 %.

Données de l'Enquête sur la Structure de la Redevabilité Féministe

Réponses regroupées par région (en %)

À quel titre vous êtes-vous engagée dans le Forum Génération Égalité (GEF) ?



Il est important de noter que les données présentées dans cette analyse ne sont pas censées être représentatives de toutes les perspectives féministes dans les régions, étant donné la diversité des expériences et les différences contextuelles au sein des sous-régions.

Enfin, une réunion en personne des partenaires du FAF et des membres du comité de pilotage en juillet 2023 a permis de consolider les résultats et les prochaines étapes.

“

La Feminist Accountability Convening (Convention de redevabilité féministe) a été un espace très utile pour communiquer avec d'autres organisations qui travaillent au niveau local afin de comprendre les expériences et les réalités dans les différents pays et régions. Il y a aussi un sentiment d'appartenance. Nous ne travaillons pas en vase clos, mais nous collaborons pour garantir l'égalité des genres et une planète durable.

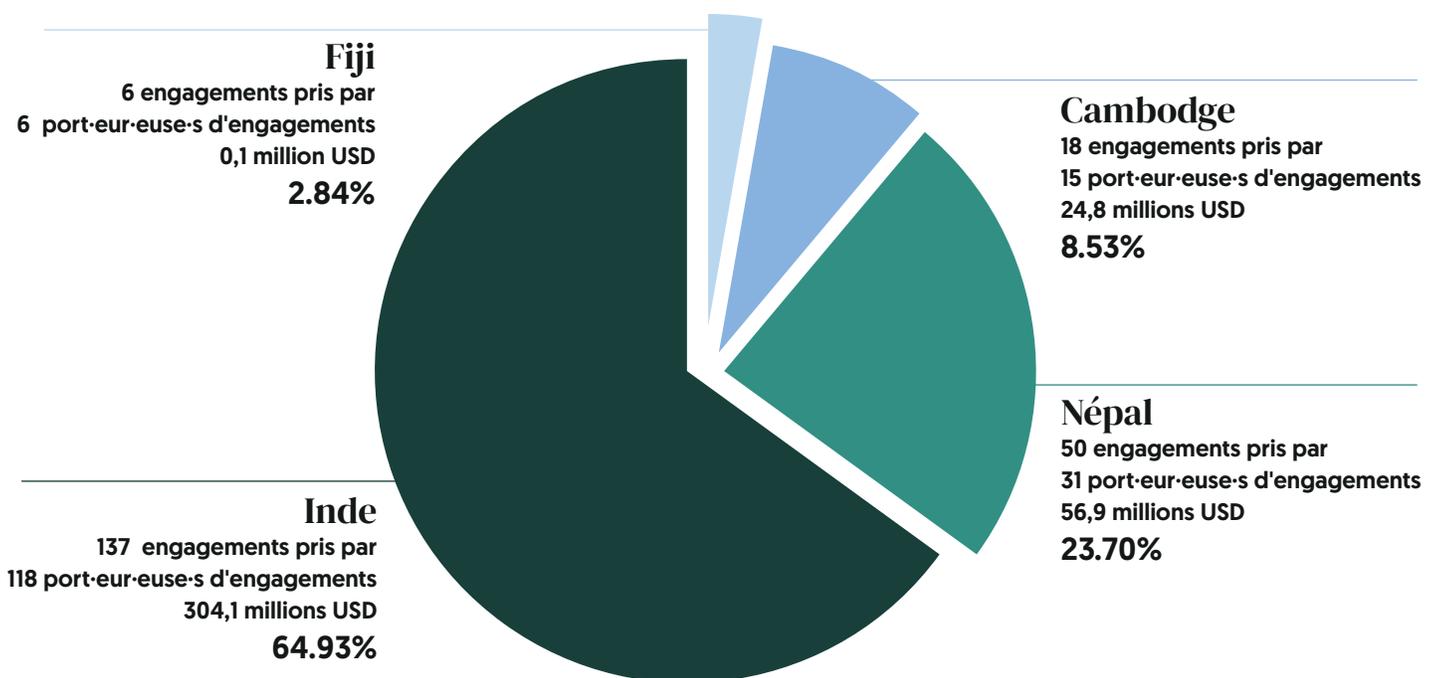
— Joanita Babirye, Girls for Climate Action [Filles pour l'action climatique]

Résultats : Asie-Pacifique

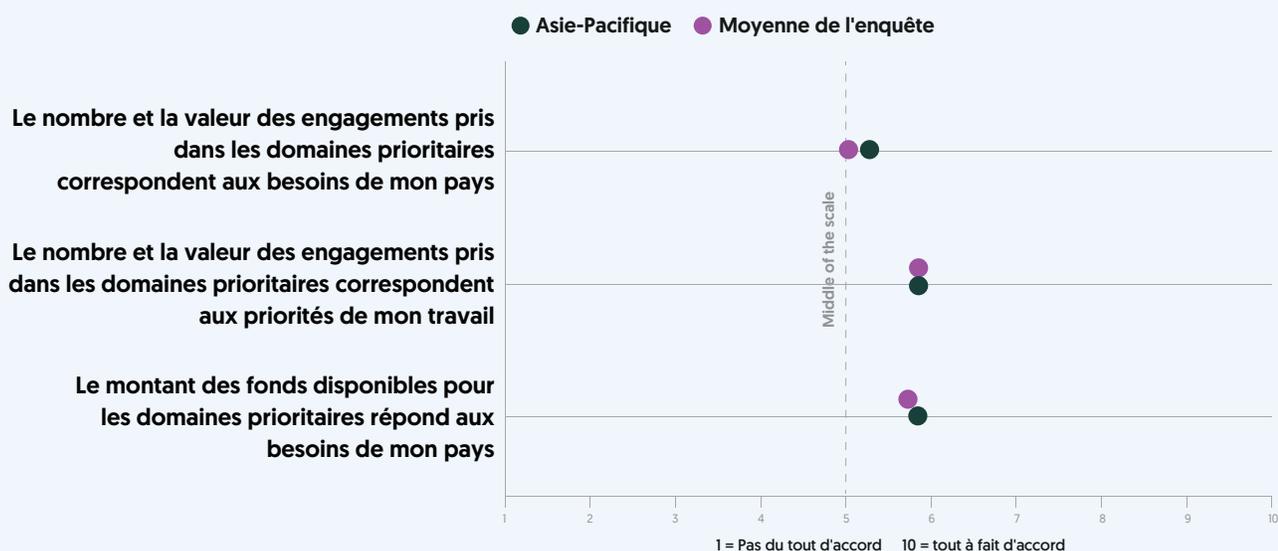
Contexte régional

Dans la région Asie-Pacifique, nos partenaires ont choisi le Cambodge, l'Inde, les Fidji et le Népal comme pays pilotes. Parmi les pays de la région Asie-Pacifique, ce sont les Fidji qui ont pris le moins d'engagements, suivies par le Cambodge. C'est l'Inde qui a pris le plus d'engagements, le Népal se classant au septième rang. Dans chacun des quatre pays, seuls la moitié ou moins des engagements ont fait l'objet d'une confirmation de financement, tandis que les engagements restants ne précisent pas de montant ni l'ampleur des ressources financières disponibles pour leur mise en œuvre. Plus précisément, les Fidji et le Cambodge avaient un taux de 50 %, l'Inde un taux de 47 % et le Népal un taux de 34 %.

Nombre d'engagements des pays pilotes en Asie-Pacifique



Données de l'Enquête sur la Structure de la Redevabilité Féministe Moyenne de n = 304 réponses de l'Asie-Pacifique (Échelle : 1-10)



LES ENGAGEMENTS SONT-ILS RÉALISABLES ET EN PHASE AVEC LES RÉALITÉS VÉCUES ?

Les données d'enquête ⁷ de la région Asie-Pacifique indiquent une ambivalence dominante quant à l'alignement entre le nombre et la valeur des engagements pris et les besoins réels basés sur les réalités vécues. Les répondantes ont été invitées à noter leurs réponses sur une échelle de 1 à 10, où 1 correspondait à un désaccord total et 10 à un accord total. Les résultats ont montré que les réponses moyennes se situaient autour de 5 ou à proximité de 5 sur une échelle de 1 à 10, reflétant un sentiment général d'accord modéré sur le fait que le nombre et la valeur des engagements correspondaient aux priorités de leur travail et aux besoins de leur pays.

Dans les pays pilotes de la région, l'autonomie corporelle et la santé et les droits sexuels et reproductifs ont reçu la plus grande part des fonds engagés. Les organisations féministes ont également exprimé le souhait de voir davantage d'investissements dans les mouvements féministes et le leadership, Feminist Action for Climate Justice, [action féministe pour la justice climatique] et la Technology and Innovation for Gender Equality [technologie et l'innovation pour l'égalité des sexes.] Dans l'ensemble, les organisations féministes ont exprimé leur inquiétude quant à l'insuffisance des fonds alloués aux engagements du FEM, et quant au fait que très peu de ces fonds sont susceptibles de parvenir aux mouvements

ou organisations de base, en particulier ceux qui se trouvent en dehors des grands centres de population. Les participantes veulent une augmentation du soutien financier global, de la volonté politique et de la mise en œuvre, et non une réduction des engagements existants pour déplacer les ressources vers d'autres domaines.

Les participantes à la consultation ont vivement critiqué la structure des engagements et les structures de redevabilité existantes : Le consensus général reste que la structure des engagements et le mécanisme de suivi sont denses, inaccessibles et opaques pour les féministes de base et les autres personnes qui cherchent à rendre des comptes. La formulation des engagements repose sur un jargon mondial qui rend difficile l'interprétation d'actions claires, et les engagements financiers sont mal suivis et souvent répétitifs, ce qui ne permet pas de savoir quel financement sera mis à disposition pour poursuivre les priorités du GEF. De nombreux engagements sont des répétitions de politiques, de programmes ou de financements existants, ce qui laisse peu de possibilités aux actrices sur le terrain qui veulent s'engager dans le processus afin d'accéder à des ressources ou à un soutien supplémentaires. Enfin, aucune distinction n'est faite entre les engagements de la société civile mondiale et des bailleuses de fonds à grande échelle et les réseaux plus petits de jeunes, locaux et féministes.

⁷ Les données d'enquête de la région Asie-Pacifique indiquent une ambivalence dominante quant à l'alignement entre le nombre et la valeur des engagements pris et les besoins réels basés sur les réalités vécues.



Il n'était pas vraiment possible d'évaluer le montant réel du financement ou sa répartition, car le mécanisme de rapport du GEF ne tient pas vraiment compte de ces détails. Le rapport sur le financement doit être plus nuancé, car le mécanisme actuel compare à la fois les grandes organisations de financement et les organisations communautaires de la société civile. En outre, certains engagements de financement sont internes, ce qui signifie que les organisations se sont engagées à travailler plutôt qu'à distribuer des fonds.

—Fondation YP, partenaire de Feminist Accountability, à propos des engagements envers l'Inde.

Même pour les défenseuses travaillant au sein d'organisations et d'actrices ayant pris des engagements, le processus a été décrit comme manquant de transparence. Les participantes ont indiqué que de nombreuses défenseuses ne sont pas conscientes des engagements pris à un niveau plus élevé dans leurs propres organisations ou réseaux, et elles ne voient pas non plus de réels changements dans leurs programmes, leurs financements ou leurs ressources. Celles qui ont constaté un changement dans leur financement ont souligné la perception d'un financement accru dans des domaines tels que la santé sexuelle et reproductive, la justice climatique et les droits des personnes LGBTQIA+, bien qu'elles aient attribué les changements à des forces extérieures au GEF, telles que des mécanismes nationaux avec un budget de suivi dédié à ces agendas.

Les féministes sur le terrain soulignent que le GEF reste un programme mondial dans la région Asie-Pacifique, qui se déroule au niveau mondial entre les bailleuses de fonds et les organisations à grande échelle, avec un engagement ou une redevabilité limités de la part des gouvernements au niveau national ou infranational. Dans les trois pays, les gouvernements nationaux n'ont pris aucun engagement spécifique ou ont pris des engagements à petite échelle qui ont été éclipsés par ceux pris par les gouvernements et les bailleur-euse-s de fonds extérieurs pour être mis en œuvre dans leur pays. Les défenseuses ont exprimé leur déception face à l'incapacité de leurs gouvernements à réaffirmer leurs engagements en faveur de l'égalité des genres à l'échelle mondiale et face à la pression accrue exercée sur les organisations locales pour qu'elles prennent le relais et fassent progresser l'action sur le terrain. En outre, les engagements sont perçus comme étant basés sur les priorités des gouvernements donateurs et de la communauté internationale,

et non sur les priorités des organisations locales.

Les défenseuses et les mouvements sur le terrain dans la région ont convenu qu'il fallait beaucoup plus d'informations, de transparence, de redevabilité et de ressources pour que les engagements et les priorités du GEF progressent réellement. Elles ont notamment souligné l'insuffisance des efforts déployés par ONU Femmes et d'autres agences pour apporter un soutien au niveau national et infranational afin de diffuser et de créer des coalitions autour des priorités et des engagements du GEF, ainsi que le manque de données nationales et infranationales accessibles et désagrégées.

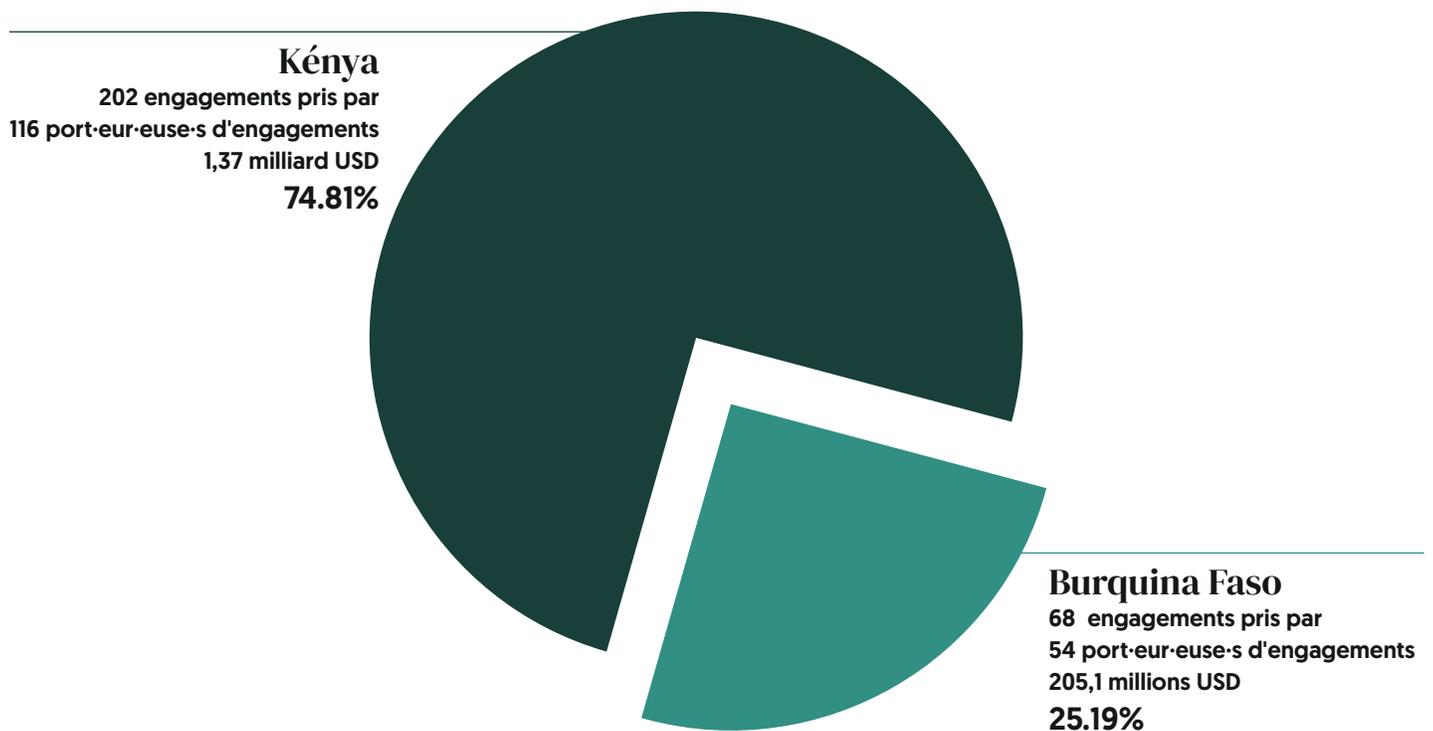
Les mouvements féministes ont besoin de plus de ressources pour combler les lacunes en matière d'information, de données et de redevabilité et pour surmonter les obstacles qui empêchent les groupes historiquement exclus et marginalisés de s'engager de manière significative. Enfin, la nécessité d'utiliser le GEF et les processus associés a été soulevée, y compris le processus du FAF, pour investir dans des mouvements féministes et progressistes plus forts, plus efficaces et transgénérationnels au niveau local, et pour les construire.

Résultats : Afrique

Contexte régional

En Afrique, les partenaires ont mené des consultations au Kenya et au Burkina Faso, sélectionnés pour l'ampleur des engagements reçus : Le Kenya a reçu le plus grand nombre d'engagements parmi les pays africains, tandis que le Burkina Faso est le 11e pays le plus engagé en Afrique et le 4e en Afrique de l'Ouest. Ensemble, les deux pays représentent 1,5 milliard de dollars d'engagements ; cependant, dans les deux pays, moins de la moitié des engagements comprenaient un financement (Kenya : 49 pour cent ; Burkina Faso : 43 pour cent).

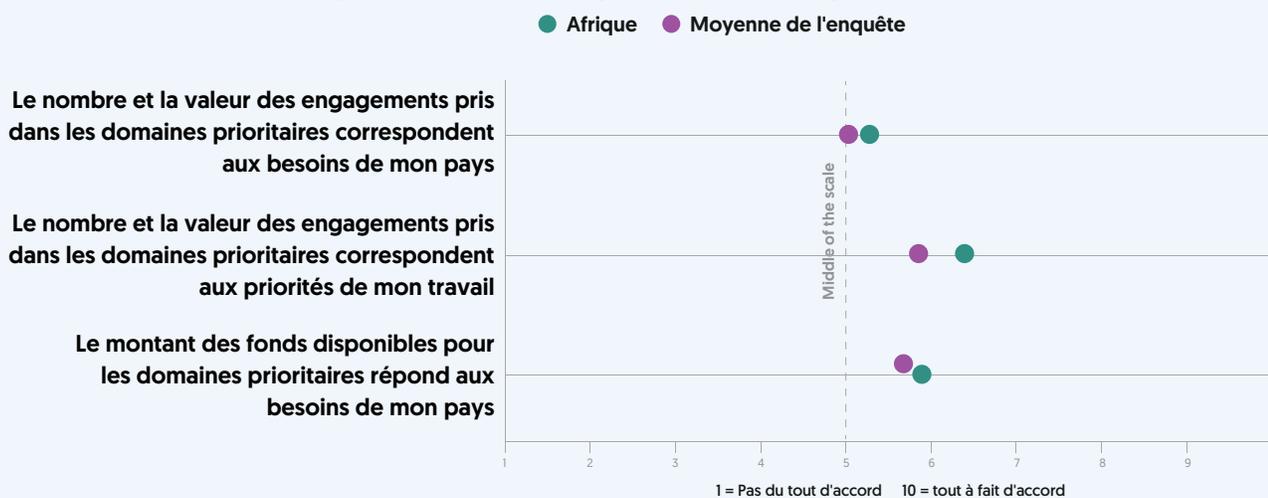
Nombre d'engagements pris par les pays pilotes en Afrique



Le Kenya et le Burkina Faso se trouvent dans des situations politiques très différentes : Le gouvernement kenyan a pris 15 engagements, dont deux avec un engagement financier total de 51 millions de dollars, et a été félicité par les participantes à la consultation pour son leadership progressif et sa volonté politique dans la mise en œuvre de ces engagements. Néanmoins, des difficultés sont apparues en raison des transitions politiques, entravant à la fois le respect des engagements et la responsabilité du gouvernement. Le Burkina Faso a fait l'objet d'attaques terroristes qui ont entraîné des déplacements internes à grande échelle et ont constitué des obstacles importants aux travaux en cours visant à éliminer la violence basée sur le genre et à promouvoir l'égalité entre les genres.

Données de l'Enquête sur la Structure de la Redevabilité Féministe

Moyenne de n = 117 réponses de l'Afrique (Échelle : 1-10)



LES ENGAGEMENTS SONT-ILS RÉALISABLES ET EN PHASE AVEC LES RÉALITÉS VÉCUES ?

Les personnes interrogées en Afrique se sont montrées plus confiantes dans l'alignement des engagements sur leur travail et les besoins de leur pays que dans la disponibilité d'un financement suffisant.

En outre, seuls 40 % des répondantes ont fait état d'une différence notable dans le financement disponible pour leurs initiatives, tandis que 60 % n'ont constaté aucun changement depuis 2021. Les 40 % ont observé une augmentation des financements annoncés dans des domaines tels que la santé et les droits sexuels et génésiques et le leadership féministe, mais aussi que les mécanismes d'accès ou de suivi des nouveaux fonds sont souvent trop complexes⁸ pour les actrices locales. Les groupes communautaires ont indiqué que des critères stricts constituaient des obstacles à l'accès aux fonds, notant une tendance à financer les grands consortiums plutôt que les organisations communautaires.

D'autres ont fait part de leurs préoccupations concernant l'augmentation de la violence basée sur le genre, la diminution des ressources et le sous-financement persistant dans des domaines tels que la technologie, l'innovation et la justice climatique. Certaines personnes interrogées s'inquiètent de la réorientation des financements vers des actions humanitaires au détriment du développement communautaire. Bien que le gouvernement semble soutenir les initiatives de la société civile, les changements de priorités en

matière de financement ont alourdi le travail non rémunéré des féministes de terrain. Enfin, les groupes historiquement marginalisés, notamment les femmes transgenres, les personnes handicapées, les populations clés et les mouvements LGBTQIA+ dirigés par des jeunes, se sentent largement négligés dans les décisions de financement, ce qui plaide en faveur de critères d'éligibilité plus souples.

Au Kenya, le nombre élevé de cadres et de protocoles sans système de redevabilité permettant de suivre leur évolution constitue un obstacle important. Les participantes à la consultation ont également exprimé leur inquiétude face à la montée des programmes de droite et de lutte contre les droits qui bénéficient d'un financement important, ce qui crée une disparité préoccupante par rapport au GEF et à d'autres initiatives en faveur de l'égalité entre les genres.

Lors d'une série de consultations, les féministes de la région ont exprimé le souhait de disposer de systèmes nationaux et accessibles de collecte et de suivi des données, sous l'égide de la société civile, et d'investir davantage dans la capacité des défenseuses communautaires à s'engager dans le processus du GEF. Les défenseuses ont notamment demandé que la plateforme d'ONU Femmes ainsi que les données sur les engagements soient disponibles dans d'autres langues que l'anglais, comme le kiswahili, et qu'une mobilisation internationale supplémentaire soit mise en œuvre pour surmonter la réticence des donateur·rice·s à fournir des informations sur la réalisation de leurs engagements financiers.

⁸ La complexité mentionnée dans ce rapport englobe plusieurs défis, notamment la nécessité d'une technologie et d'un accès à l'internet pour contrôler et suivre la distribution des fonds.

Le Burkina Faso et les ressources du GEF pour la lutte contre la violence basée sur le genre (GBV)

Alors que la plus grande part des fonds engagés et le plus grand nombre d'engagements au Burkina Faso sont allés à la Coalition d'action sur l'autonomie corporelle et la santé sexuelle et reproductive, les engagements pris en faveur de la Coalition d'action sur la violence basée sur le genre ont eu le pourcentage le plus élevé d'engagements avec financement, à savoir 60 %. Les participantes à la consultation s'accordent à dire que, compte tenu de la situation sécuritaire au Burkina Faso, qui a eu des conséquences dévastatrices, telles que la fermeture de centres de santé, l'augmentation des violences sexuelles et les grossesses non désirées à haut risque sans accès aux soins de santé, l'accent mis sur ces deux coalitions d'action est à la fois justifié et suffisant pour englober les disparités et les inégalités que subissent les femmes et les hommes au Burkina Faso.

Les actrices étatiques et privées affirment qu'elles ont mobilisé des ressources financières importantes auprès des mêmes donat·eur·rice·s qui ont pris publiquement des engagements financiers auprès du GEF, ainsi que d'autres sources, pour mener des activités étroitement alignées sur les engagements du GEF d'ici à 2025. Ces activités comprennent le renforcement des capacités des actrices en matière de GBV, l'appui à la prise en charge des survivantes de GBV, l'assistance à l'élaboration du plan d'action GBV, la mise en œuvre du plan d'action national de planification familiale, l'élaboration du projet de santé sexuelle et reproductive pour les adolescentes et les jeunes au Burkina Faso, la mise en place de clusters GBV et de centres intégrés pour la prévention de GBV, etc. Tous ces éléments contribuent à la mise en œuvre des engagements pris par le GEF.

Toutefois, une analyse rapide des données fournies révèle une incertitude quant à l'objectif réel de ces ressources, étant donné que les périodes précédant souvent les engagements du GEF, pris en 2021. Les donat·eur·rice·s ne semblent pas avoir créé de mécanisme de financement spécifique pour la mise en œuvre des engagements du GEF dans leurs budgets de financement de programmes et de projets, bien qu'ils aient financé plusieurs projets/programmes qui ont contribué de manière substantielle à la mise en œuvre des engagements pris lors du GEF. En l'absence d'une ligne budgétaire claire consacrée à la mise en œuvre des engagements du GEF, il est pratiquement impossible de vérifier avec certitude si les donat·eur·rice·s qui ont pris des engagements dans le cadre du GEF ont effectivement alloué des ressources pour tenir leurs promesses financières.

Au Burkina Faso, aucune répondante n'a déclaré avoir reçu des ressources financières spécifiques pour la mise en œuvre des engagements du GEF. Toutefois, certaines organisations de la société civile ont parfois bénéficié d'une assistance technique de la part d'ONU Femmes pour participer à des séminaires internationaux à Paris dans le cadre des activités du Forum.

“

Bien que certains pren·eur·euse·s d'engagements et donat·eur·rice·s aient coopéré en fournissant des données sur les ressources financières allouées à la mise en œuvre des engagements du GEF, nombre d'entre elles font preuve d'une réticence « diplomatique » à partager les informations relatives à cette allocation financière. Les donat·eur·rice·s qui ont pris des engagements financiers dans le cadre du GEF en 2021 ne sont plus en mesure de dire avec certitude ce qu'il est advenu de leurs promesses de financement. Cette situation laisse les parties prenantes perplexes, car elles espéraient beaucoup du GEF en tant que mouvement mondial. Est-ce que les donat·eur·rice·s ont rencontré des difficultés financières ou leurs engagements n'étaient-ils que de pure forme ?

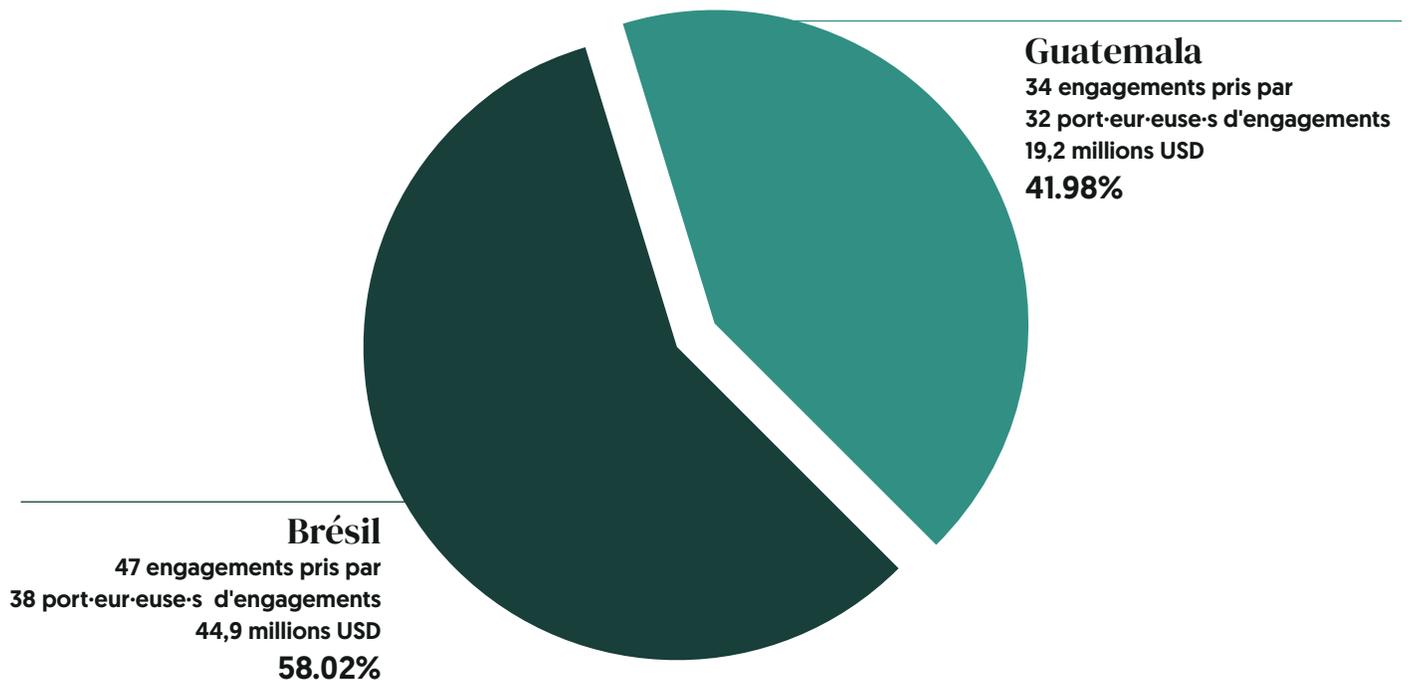
— Initiative Pananetugri pour le bien être de la jeune fille [IPBF], partenaire de Feminist Accountability, à propos des engagements envers le Burkina Faso

Résultats : Amérique latine

Contexte régional

En Amérique latine, les partenaires ont choisi le Brésil et le Guatemala comme pays pilotes, soulignant la présence et la force des mouvements féministes et leur histoire d'action, en particulier l'organisation politique des groupes noirs et indigènes. Dans la région, le Brésil a reçu le cinquième plus grand nombre d'engagements [47], tandis que le Guatemala a reçu l'avant-dernier nombre d'engagements [34]. Au Brésil, près des deux tiers [62 %] des engagements comprenaient un financement, tandis qu'au Guatemala, un peu plus de la moitié des engagements comprenaient un financement [53 %].

Nombre d'engagements par pays pilote en Amérique latine



Les participantes à la consultation au Brésil et au Guatemala décrivent des contextes marqués par un manque de volonté politique, voire une résistance politique, à l'égard du GEF et de ses objectifs en matière d'égalité des genres et de promotion des femmes et des filles. Au Brésil, la participation du pays au GEF a encore été affectée par un parti politique au pouvoir hostile aux mécanismes et aux programmes internationaux en matière de droits humains, en particulier pour les femmes, les groupes noirs et indigènes et les communautés LGBTGIA+, ce qui a conduit le gouvernement fédéral à ne pas prendre d'engagements envers le GEF. Au Guatemala, les participantes aux consultations ont signalé une rupture de communication entre ONU Femmes et les organisations locales de femmes, ce qui a entraîné un manque de participation au processus du GEF. Dans l'ensemble, moins de 10 % des participants à ce processus de consultation dans les deux pays étaient engagés auprès du GEF.



**Mon organisation et moi-même ne savions pas que le GEF existait.
Nous n'avons pas été invitées et n'étions pas au courant de l'existence de ce forum.
Je n'étais pas au courant de l'existence d'un moment d'élaboration du GEF.**

—Citations de participantes à la consultation au Brésil et au Guatemala

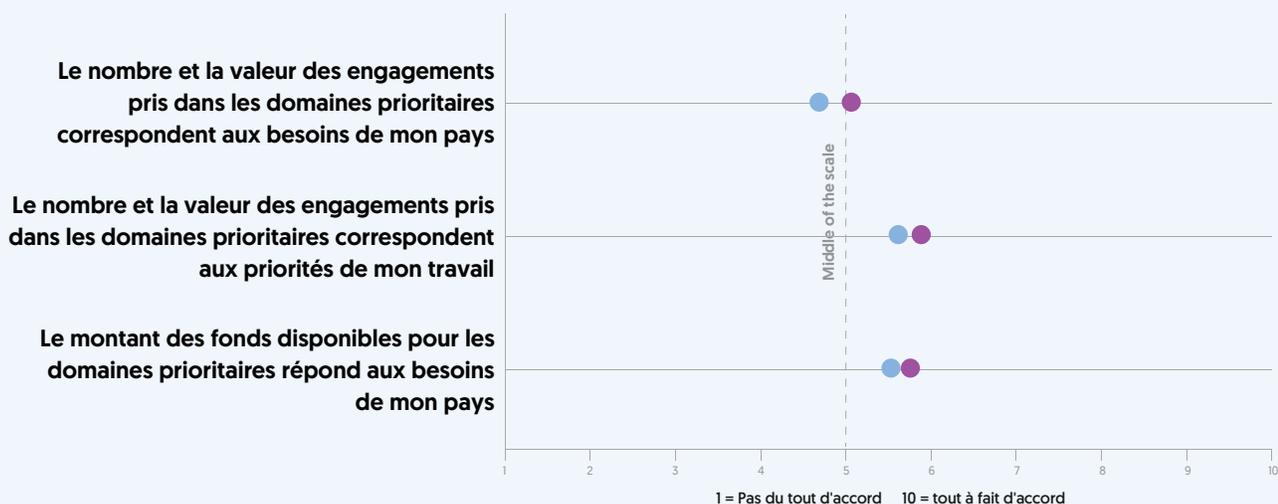
LES ENGAGEMENTS SONT-ILS RÉALISABLES ET EN PHASE AVEC LES RÉALITÉS VÉCUES ?

Alors que les répondantEs d'Amérique latine étaient généralement plus sceptiques que leurs collègues des autres régions quant à l'alignement des engagements sur leurs priorités et à leur financement suffisant, les réponses à l'enquête ont globalement fait preuve d'ambivalence : Sur une échelle de 1 à 10, la réponse moyenne se situe autour de 5.

Données de l'Enquête sur la Structure de la Redevabilité Féministe

Moyenne de n = 257 réponses d'Amérique latine (échelle : 1-10)

● Amérique latine ● Moyenne de l'enquête

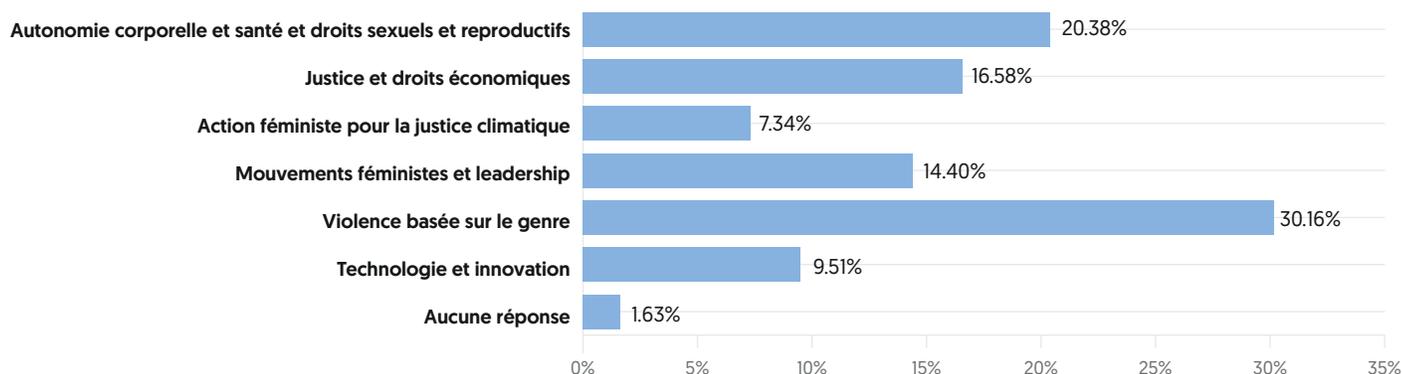


En général, les militantes consultées au Brésil et au Guatemala ont indiqué qu'elles trouvaient les engagements pertinents parce qu'ils s'alignaient sur les efforts des mouvements féministes dans leurs pays respectifs, mais que la majorité d'entre elles continuaient d'exprimer de vives inquiétudes quant au processus du GEF utilisé pour déterminer les domaines de financement et les thèmes prioritaires. Elles soulignent en particulier le niveau insuffisant de consultation des organisations de base au cours du processus du GEF. Les féministes des deux pays ont également souligné l'absence de prise en compte des réalités intersectionnelles, en particulier celles des femmes BIPOC, et l'absence d'engagement à lutter contre le racisme.

Données de l'Enquête sur la Structure de la Redevabilité Féministe

Réponses de l'Amérique latine (en %)

Lesquels de ces domaines prioritaires ont été historiquement sous-capitalisés dans votre pays ?



Note : Les répondantes pouvaient choisir jusqu'à deux options. Par conséquent, la somme des pourcentages peut être supérieure ou inférieure à 100 %.

Au Guatemala, les organisations féministes soulignent que le gouvernement du pays n'a pris qu'un seul engagement spécifique, sans coordination avec la société civile. En outre, le gouvernement devrait être un bénéficiaire important du financement de la coopération internationale, mais il y a une absence flagrante d'accès à l'information et de mécanismes de redevabilité pour les organisations féministes et de femmes en ce qui concerne l'allocation et l'utilisation de ces fonds. Les organisations de la société civile sont l'épine dorsale de l'agenda féministe au Guatemala, mais ce sont elles qui ont reçu le moins d'engagement et de financement de la part du GEF.

Au Brésil, les organisations féministes ont critiqué le fait que les engagements relatifs aux mouvements féministes et au leadership, à l'autonomie corporelle et aux droits sexuels et reproductifs, ainsi qu'à la violence basée sur le genre, n'étaient pas prioritaires. Sur un total de 47 engagements pris pour le pays, seuls 5 concernent la santé et les droits sexuels et reproductifs et 5 autres la violence basée sur le genre. Les participations soulignent également la nécessité de donner la priorité à l'action à l'intersection de divers groupes féministes : Par exemple, les féministes ont demandé que l'on donne la priorité à l'utilisation des engagements en matière de SRHR pour lutter contre les taux élevés de mortalité maternelle chez les femmes noires au Brésil.

En outre, à l'instar de nos partenaires d'Asie-Pacifique, les féministes d'Amérique latine ont déclaré que les engagements sont largement perçus comme répondant aux priorités spécifiques des actrices mondiales et non comme étant co-crées avec la société civile féministe qui connaît les besoins des femmes au Brésil et au Guatemala. Les personnes consultées dans la région ont souligné que 72 % des générateurs d'engagements sont mondiaux, de sorte qu'il existe peu de renseignements spécifiques sur les fonds alloués pour remplir les engagements au Brésil ou au Guatemala.

Un pourcentage significatif de 64,5 % des répondantes a indiqué que la disponibilité des fonds n'avait pas changé depuis 2021. Celles qui ont observé une différence l'ont attribuée à l'augmentation du financement pour des questions telles que la violence basée sur le genre et les droits humains en matière de sexualité et de procréation. Les personnes interrogées ont fait état de changements dans les sources de financement, avec une participation accrue du secteur privé, mais toujours insuffisante pour répondre aux besoins des organisations féministes. En revanche, la majorité d'entre elles estiment que la stagnation du financement est due à plusieurs facteurs :

- une négligence flagrante des questions raciales et de genre, en particulier pour les femmes noires et indigènes, avec des disparités régionales persistantes en matière de financement ;
- COVID-19 détourner des fonds pour répondre à des besoins immédiats au détriment des efforts en matière d'égalité entre les genres ;
- le rétrécissement de l'espace civique et la dépriorisation des questions relatives aux femmes ;
- des mécanismes d'accès au financement complexes qui désavantagent les groupes plus petits et non enregistrés ;
- un manque généralisé de sensibilisation au financement parmi les groupes communautaires ; et
- des difficultés croissantes pour les CSO à obtenir un financement adéquat pour le soutien de base.

Dans le cas des féministes noires et quilombolas au Brésil, par exemple, il a été signalé qu'en général, la majorité du financement destiné aux actions en faveur de l'égalité entre les genres est dirigée vers des organisations de femmes blanches, qui concentrent leurs actions dans les régions du sud et du sud-est du pays, voire agissent dans le nord-est, mais avec le contrôle des ressources et de l'information, sans partager le leadership et le pouvoir avec leurs compagnes noires.

Un consensus s'est dégagé que les lacunes dans la région, particulièrement quant aux montants et la mise en œuvre des engagements, aux barrières linguistiques, à l'accès à l'internet des communautés Quilombola et indigènes, est dû aux investissements insuffisants. Ces manques affectent la redevabilité et entravent l'avancement du travail des défenseuses des droits humains. Outre le manque d'information, la plupart des groupes qui ont participé aux consultations ont indiqué qu'ils ne savaient pas comment accéder aux ressources du GEF, ou que ces ressources ne parvenaient pas à leurs organisations.

Les défenseuses guatémaltèques ont souligné l'absence d'un mécanisme permanent et transparent de dialogue et de suivi, et les défenseuses des deux pays ont mis l'accent sur l'absence d'engagement et de mise en œuvre de la part du gouvernement. Les groupes féministes ont souligné la nécessité d'établir un programme de dialogue entre le groupe de travail des Nations unies sur les objectifs de développement durable (SDG), ONU Femmes et les organisations qui composent le GEF, ainsi que d'autres représentantes de la société civile, afin de mettre en évidence les possibilités d'intégration entre les engagements du GEF et les SDG. Les personnes consultées au Guatemala ont en outre souligné la nécessité d'aligner les engagements non seulement sur les SDG, mais aussi sur le plan K'atun Nuestra Guatemala 2032, afin de le rendre plus local et plus adapté au contexte de chaque population et de chaque région du pays.

La voie vers le progrès

Au cours du processus de recherche d'un consensus en juillet 2023, nos partenaires ont identifié une voie à suivre pour le FAF. Elles ont souligné :

- La nécessité de développer des stratégies de communication en partenariat avec des groupes de la société civile, afin de faire connaître à l'avance les espaces de participation politique.
- La nécessité de générer des investissements dans des processus simples, directs et transparents visant à renforcer la participation des citoyens, à promouvoir la formation et l'information et à rechercher ensemble des solutions durables.
- La nécessité de développer une stratégie de plaidoyer collective et basée sur des données afin de plaider en faveur d'une action et d'un financement des engagements du GEF qui correspondent aux réalités vécues par leurs communautés.

Collecte de données supplémentaires

Après avoir consulté les principales parties prenantes en 2021, le GEF a mis au point des indicateurs pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Coalition pour l'action.⁹ Après avoir consulté les principales parties prenantes en 2021, le GEF a mis au point des indicateurs pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Coalition pour l'action. Bien que ces efforts témoignent d'un engagement en faveur de la redevabilité, les réactions de nos partenaires féministes ont mis l'accent sur des préoccupations quant à la question de savoir si les indicateurs actuels du GEF reflètent réellement les besoins et les lacunes des mouvements féministes. Par exemple, dans la coalition d'action sur la violence basée sur le genre, les indicateurs se concentrent uniquement sur la violence à l'encontre des femmes et des filles, négligeant les personnes non binaires, les personnes transgenres et toute autre diversité d'identités et d'expressions de genre. De tels écarts nécessitent le

développement d'un cadre d'indicateurs alternatifs afin de garantir une compréhension plus inclusive et plus nuancée de l'impact du GEF sur les mouvements féministes.

En s'appuyant sur les résultats des pays pilotes, le cadre de redevabilité féministe publiera un autre cadre d'indicateurs lors de la Commission de la condition de la femme (CSW) en mars 2024. Notre objectif en développant ce cadre est d'aller au-delà des objectifs numériques, en plaçant les voix, les besoins et les priorités des diverses communautés au premier plan. Dans notre processus de consultation, nous nous concentrons sur trois domaines clés : évaluer si les indicateurs du GEF représentent correctement les différents besoins, expériences et objectifs des mouvements féministes ; évaluer dans quelle mesure ces indicateurs correspondent aux principes des mouvements féministes, en particulier la complexité et l'interconnexion des inégalités ; et déterminer comment nous pourrions développer les indicateurs du GEF afin de fournir une compréhension globale de leur impact sur les mouvements féministes.

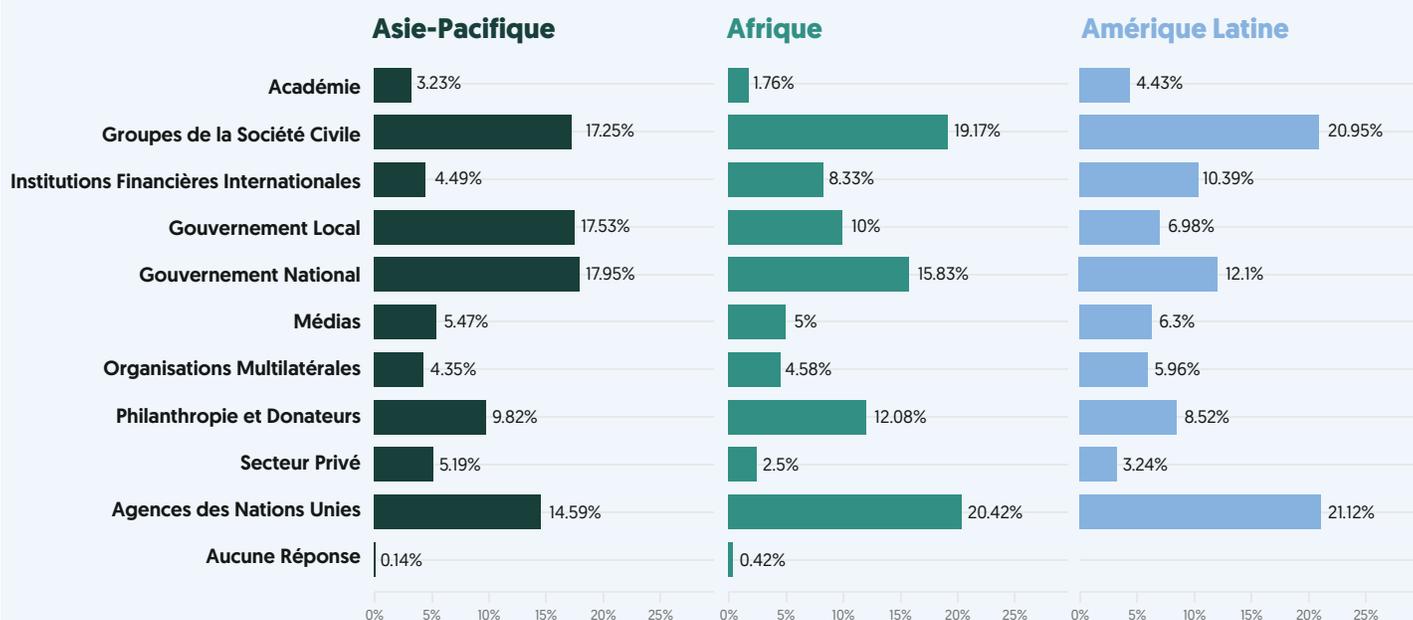
La phase actuelle du FAF consiste à aller au-delà des données pour les données et à se concentrer sur les « données pour le changement ». Actuellement, nous élaborons une liste d'indicateurs pour chaque coalition d'action, sur la base de consultations avec des groupes de base dans trois régions. Pour établir notre base de référence, nous recueillerons des données à partir de bases de données accessibles au public pour les indicateurs convenus et nous recueillerons des récits pour faire entendre les voix depuis le terrain. Cette collecte de données de base servira à tester la faisabilité de l'impact du GEF dans les pays pilotes. À l'avenir, nous rechercherons également d'autres sources de données, en particulier des données ventilées par race et par genre lorsqu'elles sont disponibles, et nous intégrerons des récits et des données nationales sur les citoyens afin d'amplifier les voix, les points de vue et les analyses de nos partenaires nationaux. Ces sources jouent un rôle essentiel dans la mesure des progrès et de l'impact du GEF d'une manière qui reflète les besoins des mouvements féministes. Toutes nos conclusions et analyses seront rendues publiques en mars 2024 dans le cadre de la première année de mise en œuvre du mécanisme pilote de notre cadre de redevabilité féministe.

⁹ Tableau de bord des engagements du GEF: https://commitments.generationequality.org/targets_and_indicators

Stratégie de plaidoyer collectif

Données de l'Enquête sur la Structure de la Redevabilité Féministe

Avec quels groupes souhaiteriez-vous plaider en faveur pour garantir que les actions et le financement du GEF correspondent aux besoins du pays?



Note : Les répondantes pouvaient sélectionner aucune ou plusieurs options. Par conséquent, les pourcentages peuvent totaliser plus ou moins de 100%.

Dans le cadre du processus de consultation, les organisations féministes ont été interrogées sur les personnes qu'elles cibleraient pour plaider en faveur d'une action et d'un financement des engagements du GEF qui correspondent aux réalités vécues par leurs communautés. Dans toutes les régions, les participants ont souligné la nécessité de mieux s'engager auprès des agences des Nations unies, des gouvernements nationaux et des donateur·rice·s. Ces parties prenantes jouent un rôle crucial dans les processus décisionnels et l'allocation des ressources. En outre, les participantes ont souligné à plusieurs reprises la nécessité d'impliquer la société civile locale, nationale et mondiale afin de créer un mouvement en faveur d'une plus grande responsabilité.

Quelles sont nos demandes ?

- Accroître le financement des initiatives et des mouvements axés sur le genre et la jeunesse qui s'alignent sur d'autres agendas internationaux, tels que les objectifs de développement durable (SDG) au niveau mondial et régional.
- Données ventilées et transparentes sur les fonds alloués directement aux groupes féministes de la société civile.
- - Créer une synergie pour la redevabilité féministe avec les espaces de plaidoyer existants au sein des mécanismes intersectés et des forums régionaux.
- Accroître les investissements dans les mécanismes qui impliquent les mouvements féministes, les jeunes, les organisations de base et les CSO, en veillant à ce que tous les groupes puissent y accéder, tant au niveau national que mondial.
- Collaborer avec d'autres CSO pour renforcer la voix collective en faveur de la redevabilité féministe.
- Intégrer les mécanismes nationaux de redevabilité et les processus d'examen dans les cadres régionaux. Utiliser les mécanismes régionaux pour faire progresser les droits des femmes et lutter contre les réticences.
- Utiliser les données ouvertes et les plateformes de gouvernement libres, telles que Open Government Partnership [le Partenariat pour un gouvernement ouvert], pour promouvoir la transparence, l'accessibilité des données et la redevabilité dans les initiatives liées à l'égalité entre les genres
- Les pre-neur-euse-s d'engagements s'engagent à participer à des forums de jeunes et de féministes afin de garantir la solidarité intergénérationnelle et d'habiliter la prochaine génération de défenseuses des droits humains.

Ensemble, les défenseuses du féminisme peuvent renforcer la redevabilité, augmenter le financement et promouvoir la justice en matière de genre. Grâce à un engagement ciblé avec les principales parties prenantes et à des efforts de collaboration, nous espérons déplacer efficacement le pouvoir de décision vers les personnes touchées par les engagements.

Conclusion

Grâce au cadre de redevabilité féministe, nous nous efforçons de soutenir des processus transparents et participatifs de collecte, d'analyse et de communication de données sur les besoins et les lacunes des organisations et des actrices féministes dans leurs contextes spécifiques. Cela dit, il s'agit d'un document vivant - ouvert aux commentaires et aux réactions - et d'un mécanisme évolutif. Il doit être révisé au fur et à mesure que nous découvrons de nouvelles et de meilleures façons de progresser. En plus d'aider le GEF à passer des promesses à l'action, la mise en œuvre du FAF

peut également servir d'outil de plaidoyer pour aider les organisations féministes à évaluer précisément où sont alloués les engagements du GEF et si cet argent est réellement distribué. En outre, les informations recueillies dans le cadre de ce processus peuvent contribuer à renforcer la redevabilité du GEF et les efforts qu'il déploie actuellement.

Dans ce contexte, le financement et la redevabilité féministes sont des moteurs essentiels de la justice entre les genres, de la modification des structures de pouvoir et de la répartition équitable des ressources. Alors que le financement féministe vise à remodeler la dynamique du pouvoir, en veillant à ce que les communautés historiquement marginalisées aient accès aux ressources financières, la redevabilité féministe s'efforce de garantir que celles qui sont au front ont leur mot à dire dans l'allocation des fonds dans le cadre d'un processus transparent et inclusif.

Partenaires féministes en matière de redevabilité et auteures du cadre :

Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET)

Articulação de Organizações de Mulheres Negras Brasileiras (AMNB)

Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education (ASPBAE)

Iniciativa Latinoamericana por los Datos abiertos (ILDA)

ATHENA Network

Batonga Foundation

Criola

Fòs Feminista

Fundación de Acción Social e Integral Mujeres de Asfalto

Gender and Development for Cambodia (GADC)

Gender Mobile Counselling Initiative

Girls for Climate Action

Global Fund for Women

Initiative Pananetugri pour le Bien-être de la Femme (IPBF)

International Youth Alliance for Family Planning (IYAFFP)

Key Affected Population Health and Legal Rights Alliance (KESWA)

Nala Feminist Collective (NalaFem)

Numun Fund

Odara Instituto da Mulher Negra

Red de Salud de las Mujeres Latinoamericanas y del Caribe

Revista Afirmativa - Coletivo de Mídia Negra e Feminista

The Asian-Pacific Resource & Research Centre for Women (ARROW)

La YP Foundation (Fondation YP)

Women with Disabilities Development Foundation (Fondation pour le développement des femmes handicapées) (WDDF)

Young Feminist Europe

Comité directeur

Digital Grassroots

Equal Measures 2030

Fòs Feminista

Les vendredis de l'avenir MAPA

Women's Environment & Development Organization

[Organisation des femmes pour l'environnement et le développement] [WEDO]

The Asian-Pacific Resource & Research Centre for Women

[Centre de ressources et de recherche Asie-Pacifique pour les femmes] [ARROW]

Animation et partenaires de ressources

Le Cadre de redevabilité féministe pour le Forum Génération Égalité est une initiative multilatérale organisée et facilitée par Global Fund for Women et financée par un groupe engagé de fondations philanthropiques, notamment Children's Investment Fund Foundation, Bill & Melinda Gates Foundation et Open Society Foundations. Global Fund for Women a facilité une série d'espaces en ligne et en personne pour élaborer un cadre de redevabilité qui reflète les priorités féministes. Nous avons créé des méthodologies et des outils pour collecter et analyser les données pour la redevabilité ; soutenir le renforcement des capacités pour mettre en œuvre l'approche de redevabilité et les stratégies de plaidoyer féministes conçues ; et élaborer des plans de communication et de plaidoyer complets et adaptés.

Traduction: Jamii Linguistics

Conseil en édition: Chelsea Ricker

Conception: Amber Haynes

Appendix

Surveys and Consultations Results: Fiji

In the first implementation year of the Feminist Accountability Framework [March 2023-24], one of our primary objectives was to make the Generation Equality Forum [GEF] data more accessible for feminist organizations to track progress in commitments and to see whether GEF resources were being directed to grassroots and youth groups.

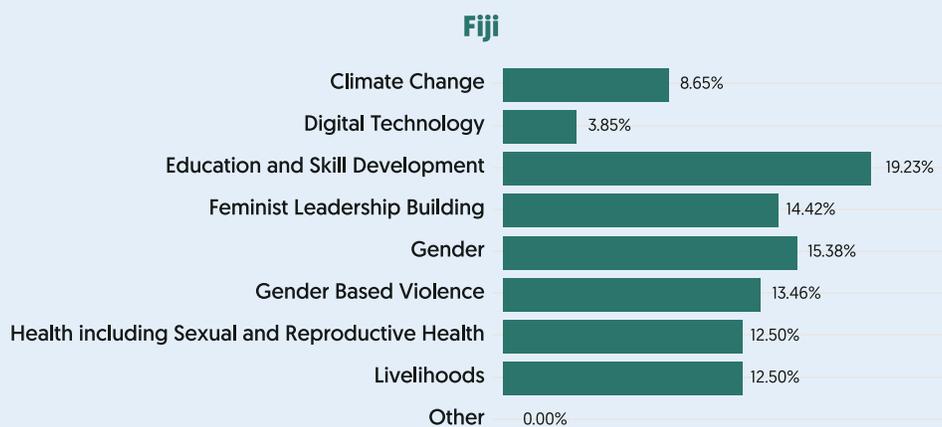
As our first step, we reviewed global GEF data to provide national and regional summaries and details for our partners¹⁰. We then mobilized over 750 feminist organizations and activists through in-person and virtual consultations in eight pilot countries: Brazil, Guatemala, Kenya, Burkina Faso, Cambodia, India, Nepal, and Fiji. Utilizing a multi-method approach that included a series of in-person and online meetings referred to as consultations, as well as an online survey, we shared our data and obtained crucial feedback from community members regarding GEF and its commitments.

At the time of the release of the Feminist Accountability report in September 2023, survey data collection and consultations in Fiji were still underway and thus Fiji's feedback was not included in this regional analysis report. This appendix now presents the country-level findings from the surveys and consultations hosted in Fiji.

PROCESS AND PARTICIPANTS

Survey and Consultations: A total of 30 individuals participated in an online survey¹¹ conducted across Fiji, answering a set of 50 questions. 35 activists and organizations attended consultations aimed to determine the extent to which GEF is aligned with the country-level needs of feminist movements. All consultations were conducted in the languages the attendees felt most comfortable in, including English, Fijian and Hindi languages.

Figure 1.
Feminist Accountability Survey Data
Respondents by priority areas of work (in %)



¹⁰ We presented a breakdown of our data analysis [see annex] on commitments made toward the pilot countries, categorized by a) the amount of funding allocated to each Action Coalition; b) the number of commitments made by different groups of commitment makers for each Action Coalition.

¹¹ Partners in Fiji opted to collect the data in paper-format rather than the survey tool [Qualtrics] used in other regions. This means that the data was not merged with the Asia-Pacific regional analysis thus the country-level information shared in this report.

Survey respondents and consultation attendees were spread across the priorities reflected by the GEF Action Coalitions, most came from community-based organizations and civil society networks or coalitions, and worked with or for women, youth, rural and agricultural groups, local churches, and Indigenous communities and tribes.

All participants unanimously reported that they did not participate in GEF, and in fact were not aware of GEF, but expressed an interest in learning about it.

Figure 2.
Feminist Accountability Survey Data
Respondents by type of organization (in %)

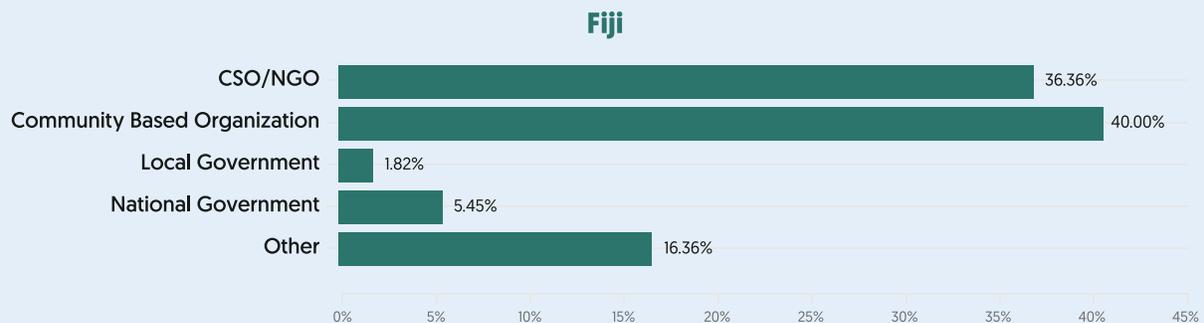
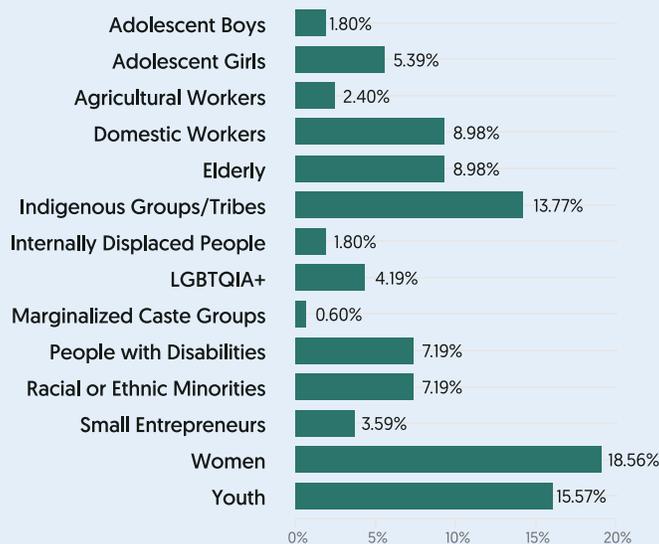


Figure 3.
Feminist Accountability Survey Data
Respondents by communities they work with or for (in %)



COUNTRY CONTEXT

Fiji received the lowest number of commitments amongst the Feminist Accountability pilot countries. A total of 6 commitments¹² were made by 6 commitment makers¹³ to four Action Coalitions [SRHR, EJR, GBV and FACJ]¹⁴, and the highest number of commitments [2] were made to GBV and EJR [each being 33% of all commitments] [Figure 4], while SRHR received the largest share of funding [Figure 5]. Only half [50%] of all 6 GEF commitments towards Fiji included committed funding, totaling \$0.1 million USD.¹⁵

Figure 4.

Number of Commitments Made by Commitment Maker Type By designated Action Coalition

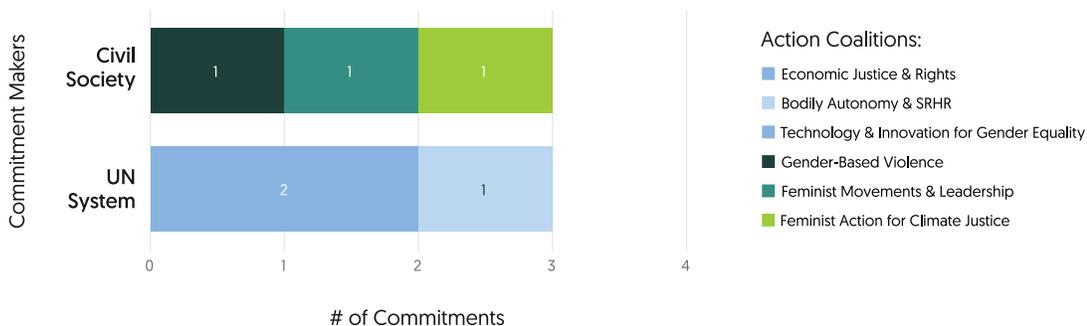
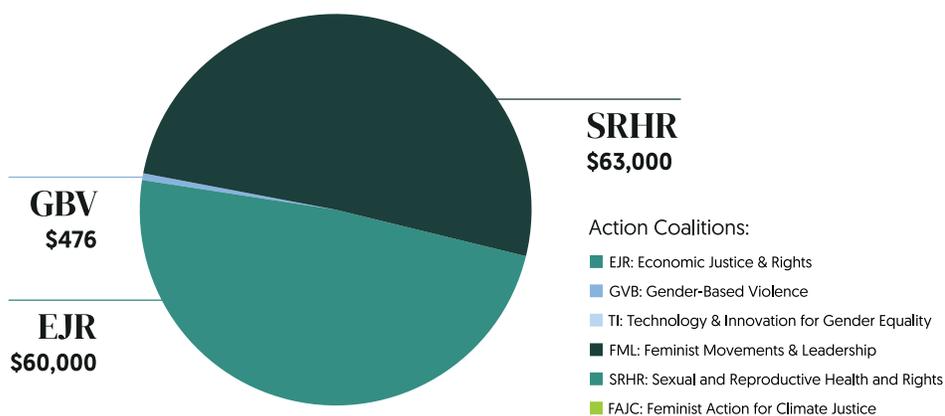


Figure 5.

Financial Value of Commitments with Funding** By designated Action Coalition



**The pie chart includes only commitments with committed funding.

¹² Feminist Accountability analysis. This includes all commitments where Fiji, specifically, is listed as an implementation country.

¹³ 583 commitments in the global data have marked implementation country as "Global", which may include Fiji as one of the implementation countries. These are currently not counted on our Feminist Accountability analysis.

¹⁴ SRHR: Sexual and Reproductive Health and Rights; EJR: Economic Justice and Rights; GBV: Gender-Based Violence; FACJ: Feminist Action for Climate Justice

¹⁵ This includes the stated financial allocation for all commitments where Fiji, specifically, is listed as an implementation country. If a commitment has more than one implementation country, of which Fiji is one, the total value was divided evenly between implementation countries. This includes both financial and non-financial commitment types.

The total funding commitments to Fiji across the six Action Coalitions is \$123,476. Below is a breakdown of commitments across Action Coalitions and whether or not they have a financial value attached:

- Of 2 commitments to EJR and GBV each, only 1 in each had a financial value.
- The 1 commitment to SRHR had a financial value.
- The 1 commitment to FACJ did not have a financial value.

Survey participants in Fiji considered FML (60%), GBV (57%) and EJR (47%) to be the most historically underfunded Action Coalitions in the country. An analysis of GEF commitments data supports this perception. FML received no financial commitments from GEF. Both GBV and EJR received the highest number of GEF funding commitments (Figure 4), but the actual allocated funding remained remarkably low, with GBV receiving only \$476 (Figure 5). This perception of underfunding was further echoed by consultations with feminist organizations, who specifically called for increased investment in FML and FACJ, which only received 1 non-financial commitment under GEF.

ARE THE COMMITMENTS ACTIONABLE AND IN SYNC WITH LIVED REALITIES

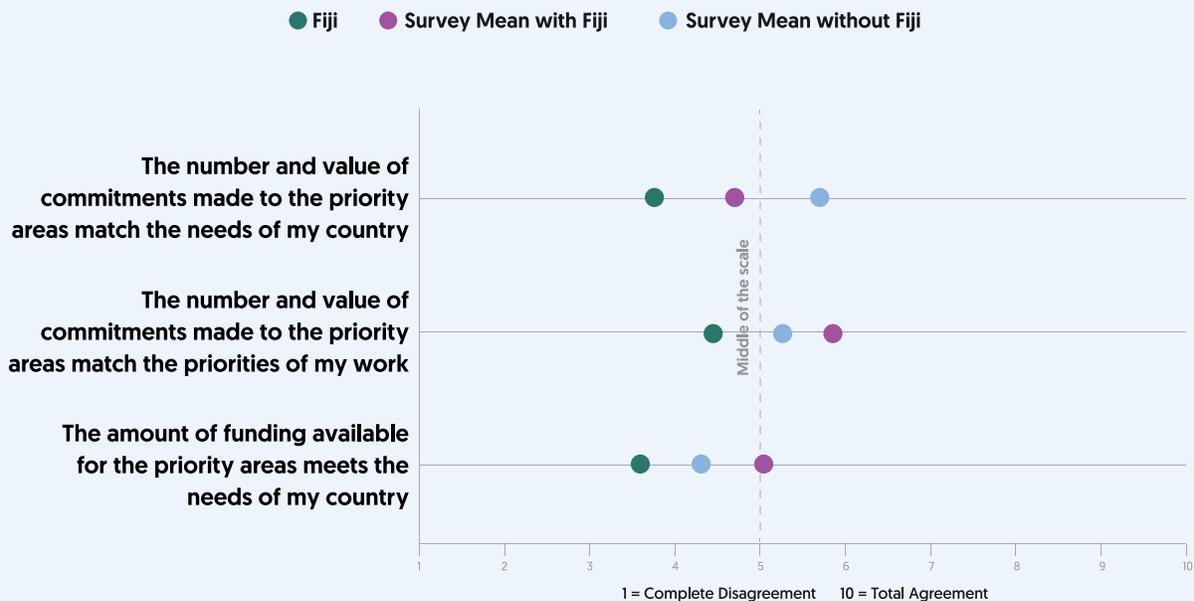
Survey data from Fiji indicated a misalignment between the number and value of the commitments made and the actual needs based on lived realities. Respondents were asked to rate their responses on a scale of 1 to 10, where 1 indicated complete disagreement and 10 represented total agreement.

The chart (Figure 6) presents the averages across Fiji. The results showed moderate disagreement that the number and value of commitments matched the priorities of the respondents' work and the needs of their country. Most feminist groups also denied seeing any difference in funding availability for their work since 2021.

Figure 6.

Feminist Accountability Survey Data

Mean of n = 30 responses from Fiji (Scale: 1-10)



Advocating for greater accountability

In general, consultation participants strongly criticized the information gap between GEF processes and women involved in local and grassroots organizing in Fiji. They responded that the prioritization of commitments should include:

- Engagement between commitment makers and local mechanisms, such as the ‘Fiji National Action Plan to Prevent Violence Against All Women and Girls [2023-2028]’¹⁶, and the national ‘Women, Peace and Security Strategy’.
- Funding strategies to support feminist funds, faith-based and traditional/Indigenous leaders’ groups to enhance local and community-level participation.
- Official GEF communication in local languages to raise awareness about GEF commitments among feminist groups.
- Support for local data gathering on gender equality in Fiji in collaboration with movements, networks, and coalitions to draft findings and recommendations.
- Greater inclusion of Fiji in discussions on GEF processes in the Pacific to improve documentation of women’s stories by local women-led networks and coalitions. Use open data and open government platforms, such as the Open Government Partnership, to promote transparency, data accessibility, and accountability in gender-related initiatives.

¹⁶ For more on Fiji NAP (2023-2028), see link: <https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2023/09/fiji-national-action-plan-to-prevent-violence-against-all-women-and-girls-2023-2028>